



**HAL**  
open science

# L'être humain comme “ déchet social ” ? L'irrécupérabilité dans la France des Trente Glorieuses

Axelle Brodiez-Dolino

► **To cite this version:**

Axelle Brodiez-Dolino. L'être humain comme “ déchet social ” ? L'irrécupérabilité dans la France des Trente Glorieuses. *Tracés : Revue de Sciences Humaines*, 2019, Les irrécupérables, 37, pp.55-72. 10.4000/traces.9913 . hal-02958877

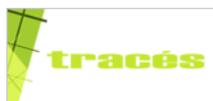
**HAL Id: hal-02958877**

**<https://hal.science/hal-02958877>**

Submitted on 6 Oct 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



---

## L'être humain comme « déchet social » ? L'irrécupérabilité dans la France des Trente Glorieuses

*The human being as “social waste”? “Irrecoverability” in France, 1950s-1960s*

**Axelle Brodiez-Dolino**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/traces/9913>

DOI : 10.4000/traces.9913

ISSN : 1963-1812

### Éditeur

ENS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 55-72

ISBN : 979-10-362-0210-0

ISSN : 1763-0061

Ce document vous est offert par Aix-Marseille Université (AMU)



### Référence électronique

Axelle Brodiez-Dolino, « L'être humain comme « déchet social » ? L'irrécupérabilité dans la France des Trente Glorieuses », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 37 | 2019, mis en ligne le 31 décembre 2019, consulté le 06 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/traces/9913> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/traces.9913>

---



*Tracés* est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

# L'être humain comme « déchet social » ? L'irrécupérabilité dans la France des Trente Glorieuses

AXELLE BRODIEZ-DOLINO

Il semble toujours avoir existé,  
tout au long des âges, cette  
étonnante idée reçue que « toute  
humanité a son déchet ».  
Joseph Wresinski, *Échec à la misère*

L'usage du terme *déchet* s'est progressivement étioilé pour désigner l'être humain. Étioilé : car le vocable fut bel et bien présent, et même courant. Trois exemples parmi d'autres, d'autant plus éloquentes qu'ils relèvent du champ de la « protection » sociale. Ainsi, pour qualifier les enfants de l'Assistance publique à la fin des années 1900, sous la plume d'un médecin : « Recrutés dans un milieu presque toujours physiquement et moralement taré, nos pupilles représentent vraiment un déchet social. »<sup>1</sup> Dix ans plus tard, Édouard Herriot, bientôt président du Conseil puis de la Chambre des députés, dénigrait publiquement les handicapés mentaux : « un sentimentalisme niais nous fait réserver pour les déchets sociaux des soins que nous avons refusés à des sujets normaux »<sup>2</sup>. En 1951 encore, en conférence aux Semaines sociales, Jacques Doublet, maître des requêtes au Conseil d'État et quelques mois plus tard successeur de Pierre Laroque à la tête de la Sécurité sociale, évoquait les hiérarchies entre « évolués » ou « sains » versus « tarés », « anormaux » ou « déchets humains qui peuplent les asiles et les prisons »<sup>3</sup>. La France n'est pas une exception puisque le terme a son pendant, certes parfois moins cru, dans les pays voisins : *residuum social* ou *wasted lives* (vies-déchets) en Angleterre, *minderwertig* (de moindre valeur) chez les eugénistes allemands (Cahen *et al.*, 2016). A donc existé une sémantique à

1 Caillard, cité par Jablonka (2006, p. 41).

2 Herriot, cité par Buelzingsloewen (2013, p. 50).

3 Jacques Doublet cité par Rosental (2016, p. 435).

périmètre large qui a autorisé, voire banalisé, l'extrême dénigrement. Trois grandes questions se posent dès lors.

D'une part, quel était le périmètre des populations englobées? Nous avons précédemment travaillé sur l'histoire du Secours populaire français et d'Emmaüs, et plus récemment consacré une étude à l'histoire d'un asile de nuit devenu centre d'hébergement d'urgence pour personnes sans abri. Nous n'avions jamais croisé, dans des écrits officiels du second xx<sup>e</sup> siècle, le champ sémantique du déchet pour traiter des populations socialement et économiquement démunies. Quelques courriers administratifs découverts dans le cadre d'un mémoire d'habilitation en cours sur l'histoire d'ATD Quart Monde conduisent à l'exhumer. Leur analyse et leur remise en contexte constituent le premier temps de cet article.

D'autre part, jusqu'à quand le terme a-t-il été utilisé? L'historien imagine intuitivement qu'il disparaît au fil de la « civilisation des mœurs » (Elias, 1973) et de la retenue dans les propos; de l'abaissement du seuil de « l'intolérable » (Fassin et Bourdelais, 2005) et de la législation sur les termes délictueux; et qu'il devient intenable après la Shoah. Pourtant, ces courriers datent du tournant des années 1950-1960. Cette temporalité est congruente avec celle de l'eugénisme, qui lui est connexe et semble lui aussi disparaître non après 1945, mais dans les années 1960 (Cahen *et al.*, 2016); de même qu'avec la chronologie, elle aussi décalée, de la construction de l'histoire et la mémoire de la Shoah. L'histoire d'ATD Quart Monde, association qui a depuis ses débuts collecté des témoignages de familles en situation de grande pauvreté, semble même indiquer qu'elle se serait prolongée en France, mais aussi en Suisse, jusque dans les années 1980; et, on le verra, qu'elle se poursuit aujourd'hui encore dans certains pays du monde.

En ce sens, cet article centré sur l'« irrécupérabilité » recoupe pour partie la vaste histoire de l'eugénisme et répond à l'appel, lancé par Paul-André Rosental dans son dernier ouvrage, d'en débusquer les formes « enfouies ». L'historien invite en effet à exhumer « le continent qu'a représenté l'eugénisme au xx<sup>e</sup> siècle au-delà de ses usages criminels », « tâche excessivement difficile » en raison des discours et pratiques « enfouis, ramifiés [...] diffusés » jusque dans la culture populaire (Rosental, 2016, p. 22). S'il est nécessaire de distinguer « eugénisme » et « darwinisme », puis « eugénisme dur » (exterminations de masse, stérilisations forcées) et « eugénisme soft » (sans atteintes à la vie), de même qu'« eugénisme négatif » (visant à réduire la fécondité de populations perçues comme indésirables) et « eugénisme positif » (inversement, incitant à accroître la fécondité de celles considérées comme souhaitables), les processus discursifs voire pratiques évoqués ici pourraient être interrogés comme formes d'un « eugénisme négatif soft ».

Enfin, pourquoi, comment et au profit de quoi ce champ sémantique de l'irrécupérabilité et du déchet a-t-il disparu ? L'écologie moderne nous enseigne qu'il existe deux façons de traiter le rebut : l'éliminer ou le revaloriser. La question s'est aussi posée, tacitement mais analogiquement, dans les politiques sociales : si le taux d'enfants abandonnés mourant en très bas âge pouvait atteindre, vers 1800, plus de 80 % (Jablonka, 2006) et si les handicapés mentaux ont pu durant la Seconde Guerre mondiale être laissés à l'abandon et à la mort par cachexie (Buelzingsloewen, 2007), une somme de facteurs a peu à peu rendu difficilement concevable de laisser s'éteindre une vie humaine au seul motif qu'on la trouverait moins digne que d'autres d'être vécue. Parmi eux, les progrès de la médecine et de la protection de l'enfance, l'extension de la protection sociale, mais aussi d'évidence la Shoah et, pour la conjurer, l'après-guerre placé sous le signe de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'égalité de tous. Le développement d'une nouvelle génération d'associations de solidarité, dédiées aux migrants comme aux populations métropolitaines, est – on le verra pour finir – emblématique de cette recherche de réponses rendant possible la requalification des personnes.

### **Les populations très pauvres, « déchets sociaux » des années 1950-1960 ?**

Noisy-le-Grand, juillet 1956. Sont entassés depuis deux ans les non-relogés de la mobilisation de l'hiver 54. Arrivés par milliers dans la capitale suite à l'appel radiophonique de l'abbé Pierre, dans un contexte de vaste crise du logement, ils sont d'abord abrités sous tentes aux portes de Paris et dans des centres fraternels de dépannage, puis peu à peu relogés. En juin 1954, les six cents familles qui restent encore sont pour moitié prises en charge en cités d'urgence par la préfecture de Paris, et pour moitié par Emmaüs sur un terrain fraîchement acquis à Noisy-le-Grand.

Ce terrain mêle espaces de décharge et marécages. À partir de l'automne 1954, les abris de toile sont peu à peu remplacés par plus de 250 igloos en fibrociment édifiés dans la boue, sans eau, ni électricité, ni ramassage des ordures, uniquement dotés de latrines au bout du camp et de trois bornes-fontaines pour 1 800 personnes. En quelques mois, il devient un bidonville. Alors que l'abbé Pierre lance en 1956 un appel aux évêques de France pour trouver un nouvel aumônier pour le camp, le père Joseph Wresinski se rend sur place en juillet et décide à l'automne d'y rester. Contre la volonté de la mairie de Noisy, d'Emmaüs et du ministère de la Population

de concentrer l'action sur les familles considérées comme relogeables et de disperser les autres, Wresinski refuse la destruction du camp, qui scellerait l'abandon des familles les plus en difficulté.

Alors que le bras de fer atteint entre l'été 1958 et la fin 1960 son paroxysme, les archives municipales de Noisy-le-Grand et celles conservées au Centre international Joseph-Wresinski, à Baillet-en-France, permettent de constater la permanence (ou la résurgence?) d'un champ sémantique ramifié du déchet. Il n'apparaît que dans quelques courriers, de surcroît très situés dans le temps; mais émanant d'acteurs divers. Il semble dès lors possible, voire nécessaire, de les considérer, dans le sillage de la méthode microhistorienne<sup>4</sup>, comme des révélateurs de « pans entiers [de la] société dans [laquelle] il[s] s'insère[nt] » (Rosental, 2016, p. 30).

*Un champ sémantique « ordinaire » du dépotoir et de l'irrécupérabilité*

« Il est maintenant de nécessité publique que ma commune ne serve plus comme unique dépotoir de tous les éléments inutiles ou dangereux de la Région »<sup>5</sup>; « cette population est constituée en partie de ce qu'il est commun d'appeler le rebut de la société »<sup>6</sup>. Le problème n'est évidemment pas de qualifier de *dépotoir* un ancien espace de décharge, mais d'assimiler analogiquement le lieu et les populations qui l'occupent.

Ce terme *dépotoir* n'a, de fait, rien d'original pour qualifier les bidonvilles (Sayad, 1995). Il est même encore employé aujourd'hui, avec ou sans guillemets (Aguilera, 2015). L'utilisation d'espaces-rebuts – champs d'épandage, friches industrielles (David, 2010) –, la proximité fréquente de décharges, l'omniprésence de la boue, des rats et des déjections en fondent l'usage. Il perdurera tout au long des années 1960, désignant ensuite, par ricochet, les cités d'urgence et de transit – qui servent, précisément, au relogement des populations des bidonvilles (Cohen et David, 2012; Lyons, 2013).

Le glissement, par métonymie, du lieu à la population qui l'occupe s'appuie sur une série d'analogies. D'activité d'une part, puisque ces familles vivent largement de la récupération (ferraille, poubelles, décharges) et du glanage de restes (champs de pommes de terre, fins de marché). Des hommes « rebuts » de la société survivent des rebuts de la société dans des

---

4 Sur la microhistoire, voir notamment Levi (1989) et en particulier la préface de Jacques Revel (1989); mais aussi Revel (1996; 2010) et Lepetit (1995).

5 Archives d'ATD Quart Monde, Baillet-en France (ci-après A-ATDQM), 1C5-1, note du maire de Noisy-le-Grand, 30 juillet 1958.

6 A-ATDQM, WK 06, lettre de G. Ferone (bénévole à ATD) à M. L. Denise (directeur de l'Office central de la coopération à l'école), 8 avril 1961.

espaces-rebuts. Le mécanisme fonctionne dans les deux sens, puisque la marginalité économique et sociale induit la marginalité politique et spatiale, et inversement.

D'autre part, on sait que les personnes ressentent fortement la condition « de honte et d'humiliation » (Paugam, 2009, p. 6), « d'indignité sociale » (Sayad, 1995, p. 50) voire « d'infra-humanité » (*ibid.*, p. 45) à laquelle le lieu les condamne. Elles se sentent « rejetées », avec un champ sémantique de la scatologie récurrent, aujourd'hui comme hier, dans l'(auto-)désignation<sup>7</sup>.

Enfin, le terme *irré récupérables* est à cette époque couramment employé, y compris par l'administration, pour désigner les populations qu'on qualifie alors de *marginales*, *inadaptées sociales* ou *asociales*. Il n'est donc pas étonnant qu'on le retrouve dans les courriers de la mairie de Noisy : l'appel de l'abbé Pierre « a incité les éléments troubles, instables, et les irrécupérables des quatre coins de France à venir profiter de l'aubaine »<sup>8</sup> ; la population du camp est « composée essentiellement d'irrécupérables, d'infirmes, d'incurables, d'instables et de délinquants de toutes espèces »<sup>9</sup>. Or de l'irrécupérabilité au déchet, la distance est ténue.

#### *Un champ sémantique ramifié : métaphores biologiques et immoralité*

Dans les courriers de la mairie aux échelons supérieurs, le champ sémantique du dépotoir est également articulé à une série d'autres qui sinon en étayent, du moins en explicitent l'emploi.

Le lieu est d'abord marqué, tous en conviennent, par un « défaut à peu près total d'hygiène »<sup>10</sup>. En 1959 encore, environ 1 500 personnes vivent dans des conditions qui justifient la déclaration d'insalubrité prononcée en novembre par le conseil départemental d'hygiène :

Dimension insuffisante des pièces d'habitation, insuffisance de protection thermique, insuffisance des surfaces d'aération, surpeuplement des locaux d'habitation, état défectueux des installations des lieux d'aisance, insuffisance du nombre de ces locaux d'aisance, viabilité défectueuse, alimentation insuffisante

7 Voir par exemple les développements consacrés par Abdelmalek Sayad à ce qui était qualifié de « lieu de merde » ou « lieu pourri » : « [...] la merde [...] ne te quitte pas, tu la transportes avec toi, et, à la fin, tu deviens de la merde, tu as conscience que tu n'es plus que ça, [...] tu sens la merde, parce que la merde, c'est toi » (Sayad, 1995, p. 93-94).

8 Archives municipales (AM) de Noisy-le-Grand, 9W1.1, « Considérations et résultats de l'expérience du camp de l'abbé Pierre », note du maire de Noisy André Ory, 30 juillet 1958.

9 AM de Noisy-le-Grand, 9W1.1, rapport sur le camp de l'abbé Pierre, 22 juillet 1958.

10 A-ATDQM, WK 06, copie d'une note « confidentielle » envoyée par le ministère de l'Intérieur, 2 novembre 1960.

en eau de consommation, absence de réseau d'assainissement, dépôts d'immondices et spécialement d'ordures ménagères<sup>11</sup>.

Ces igloos de 42 mètres carrés, parfois partagés entre deux familles, perpétuellement dans la boue ou la poussière, ne sont toujours desservis que par quelques bornes-fontaines et des latrines du bout du camp, sans enlèvement d'ordures. Calfeutrés à grand-peine par leurs occupants avec du papier journal goudronné ou des cartons, ils peuvent se muer en torches et provoquer des incendies mortels. Ce défaut objectif d'hygiène et de normes devient, plus subjectivement, un « abcès impressionnant »<sup>12</sup>, un « abcès de fixation »<sup>13</sup>, un « véritable cancer »<sup>14</sup>, un « abcès honteux, purulent »<sup>15</sup>, une « véritable plaie [...] qui ne fait que croître et s'étendre »<sup>16</sup>. La métaphore biologique de la maladie tentaculaire fonctionne à plein.

Le second grief est le coût que représente l'aide sociale à cette population. De fait, en juin 1958, la mairie de Noisy-le-Grand consacre à l'aide sociale aux habitants du camp l'équivalent de quatre agents communaux à temps plein (dossiers du bureau d'aide sociale pour le versement d'allocations, le remboursement des aides médicales gratuites, l'aide au placement professionnel, etc.), à quoi s'ajoute la charge financière des transports en ambulance en cas d'urgence médicale, des repas gratuits ou à tarif réduit à la cantine, des aides sociales diverses pour chômage ou invalidité<sup>17</sup>. Et ce, pour un résultat ténu, puisque ni le taux d'emploi des habitants du bidonville ni leur état sanitaire ne semblent s'améliorer.

Dès lors, pour la mairie qui oscille entre exaspération et désespoir, la population du camp devient une « masse importante, amorphe et inerte pour le travail », venue « profiter de l'aubaine, pour vivre avec le minimum d'effort, croître et proliférer au détriment de la Société et non pour son profit » ; qui « essaie de "durer" le plus longtemps possible aux crochets de la Sécurité sociale maladie ou longue maladie, en passant par l'invalidité, etc. »<sup>18</sup>. On notera combien le thème de « l'assistanat » et du parasite, qui puise à des

---

11 A-ATDQM, WK 05, acte de la déclaration d'insalubrité en date du 24 septembre 1959.

12 A-ATDQM, rapport n° 553 du commissaire de police de Neuilly-Plaisance au sous-préfet de Pontoise, 16 janvier 1961.

13 AM de Noisy-le-Grand, 9W1.1, rapport sur le camp de l'abbé Pierre, 22 juillet 1958.

14 A-ATDQM, WK 05, compte rendu de l'intervention du maire de Noisy lors de la réunion interministérielle du 15 octobre 1958 au ministère de la Construction au sujet du « camp d'hébergement Emmaüs du "Château de France" ».

15 A-ATDQM, WK 06, document sans date ni titre mais vraisemblablement écrit en 1961.

16 AM de Noisy-le-Grand, 9W1.1, « Considérations et résultats de l'expérience du camp de l'abbé Pierre », note du maire de Noisy André Ory, 30 juillet 1958.

17 AM de Noisy-le-Grand, 9W1.1, rapport du chef de bureau de Noisy-le-Grand « sur le camp de l'abbé Pierre – Château de France », 25 juin 1958.

18 *Ibid.*

siècles d'histoire (Brodiez-Dolino, 2019) et est revenu depuis les années 1990 en force, était resté présent dans la France des Trente Glorieuses. Ce qui relève pour la mairie de la fainéantise s'explique à ATD, inversement, par l'usure prématurée de corps très tôt mis au travail, à des tâches de surcroît ingrates et pathogènes ; aux refus et aux discriminations des employeurs ; et, faute de rémunération suffisante, à une précarité financière telle qu'elle contraint souvent les familles à interrompre le contrat avant la fin du mois, pour récupérer les quelques sous qui permettront de survivre.

Pour la mairie, l'enjeu des aides sociales est donc financier, social et moral, mais également directement politique, puisque ces populations sont sans rentabilité électorale. Au contraire même : pour certains, ces frais sont engagés « au détriment des vraies détreffes que représentent ou devraient représenter pour la Nation tout entière les vieillards économiquement faibles, trop humiliés pour tendre la main ou trop faibles ou trop malades pour faire entendre leur voix »<sup>19</sup>, et qui suscitent, eux, l'empathie des Noisèens. Concurrence classique entre « bons » et « mauvais pauvres ».

Le troisième registre est celui de l'immoralité. Les habitants sont taxés de « vols, rapines, cambriolages divers »<sup>20</sup>. En pratique, il s'agit toutefois le plus souvent de délits mineurs, dictés par la survie (vols alimentaires, chapardages dans les champs de pommes de terre, etc.) ou le besoin de sortir d'un lieu non desservi par les transports en commun (vols de mobylettes ; Järhling, 2004). Ils sont aussi accusés (et on le comprend objectivement au vu des conditions de logement) de « promiscuité des plus honteuses ». Mais des faits plus répréhensibles sont également mis en avant, non sans emphase, par le commissaire de police (« prostitution incontrôlable », « viols de fillettes », « orgies bachiques conduisant aux pires dépravations », « scènes vicieuses auxquelles participent des filles encore très jeunes »<sup>21</sup>) comme par le maire (cas d'incestes ; décès accidentel d'un enfant frappé par son père, mort sur le coup et enterré dans le jardin par panique). Dès lors, avec la même emphase, le maire dénonce « les situations les plus effarantes qui soient, où la morale n'existe plus, où les passions et délits de toute nature ont libre cours, où les mots orgies, viols, incestes, débauches, bagarres, adultères, insultes, etc., etc. [*sic*] ont leur raison d'être »<sup>22</sup> ; « les violences, les excès, les affaires de mœurs surtout dont certaines

19 AM de Noisy-le-Grand, 9W1.1, « Considérations et résultats de l'expérience du camp de l'abbé Pierre », note du maire de Noisy André Ory, 30 juillet 1958.

20 *Ibid.*

21 A-ATDQM, rapport n° 553 du commissaire de police de Neuilly-Plaisance au sous-préfet de Pontoise, 16 janvier 1961.

22 AM Noisy-le-Grand, 9W1.1, « Considérations et résultats de l'expérience du camp de l'abbé Pierre », note du maire André Ory, 30 juillet 1958.

horribles, les ripailles se terminant en rixes, les scènes de folie lubrique»<sup>23</sup>. « Il est impensable qu'on n'ait jamais songé à ce qu'un tel rassemblement d'épaves et de dévoyés pouvait les inciter, entre eux, à donner libre cours à leurs plus bas instincts »<sup>24</sup>. Des faits bien réels aux envolées de l'« imaginaire » (Kalifa, 2013), du cas isolé à sa généralisation, le mécanisme est lui aussi séculaire. Et ATD de s'avouer démuni devant ce « rempart de mauvaise renommée, d'extravagantes histoires, de mensonges, qui sépare mieux qu'un mur, qu'un réseau de fils barbelés, les occupants de ces bidonvilles de l'ensemble de la société [...]. La population de la ville méprise les habitants du Camp, leur attribue des crimes imaginaires »<sup>25</sup>.

À l'instar des hôpitaux généraux puis des dépôts de mendicité, le camp devient donc un agglomérat de « tous les indésirables venant de tous les coins de France »<sup>26</sup>; un « rassemblement de misères et d'avisements humains », « contraire aux règles les plus élémentaires sur l'habitat et l'hygiène et contraire à la morale et à l'humanité [... où] une majorité d'indésirables et de déclassés [contamine] peu à peu ceux qui restent ou ceux qui arrivent comme éléments sains ou qui peuvent le devenir »<sup>27</sup>; un « dépotoir de tous les éléments inutiles ou dangereux de la Région »<sup>28</sup>. Si les hôpitaux généraux et les dépôts de mendicité y ont répondu par l'enfermement, les champs sémantiques de l'abcès, du parasite, du cancer, de la prolifération, de l'immoralité et de l'irrécupérabilité, tous antinomiques du registre du sain, appellent ici l'éradication du camp.

### *L'ancrage historique de la mise au rebut*

User de tels termes dans des échanges de courriers administratifs à destination des échelons supérieurs, et en guise d'argumentaire politique, ne peut être possible que sur un fond diachronique plus large, qui les autorise voire les légitime.

Si les virulentes positions du maire communiste de Noisy-le-Grand ont parfois été des attaques ad hominem contre le père Wresinski, elles font surtout écho aux relations historiquement conflictuelles entre le commu-

23 AM Noisy-le-Grand, 9W1.1, rapport sur le camp du Château-de-France.

24 AM Noisy-le-Grand, 9W1.1, rapport sur le camp de l'abbé Pierre, 22 juillet 1958. A-ATDQM, 1C5, courrier de la mairie de Noisy-le-Grand, 22 juillet 1958.

25 A-ATDQM, 1C5-1, sans date.

26 AM de Noisy-le-Grand, 9W1.1, rapport du chef de bureau de Noisy-le-Grand « sur le camp de l'abbé Pierre – Château de France », 25 juin 1958.

27 AM Noisy-le-Grand, 9W1.1, « Considérations et résultats de l'expérience du camp de l'abbé Pierre », note du maire André Ory, 30 juillet 1958.

28 *Ibid.*

nisme et l'Église. Elles sont aussi des rémanences du mépris marxiste envers le lumpenprolétariat, ou « prolétariat en haillons », considéré dans certains écrits comme une sous-couche inorganisée, dépravée, non éduquée, instable et immorale, vivant des déchets de la société, incapable de s'intégrer à la lutte des classes et sapant les révolutions (Huard, 1998).

Le marxisme n'est toutefois pas isolé, loin s'en faut, dans ce dénigrement des couches les plus basses de la société. On pourrait dresser une interminable liste des qualificatifs muant les plus démunis en passagers clandestins du corps social, au mieux « inutiles au monde » du Moyen Âge et de l'époque moderne (Geremek, 1980), au pire « parasites » (avec ce que le terme appelle implicitement d'éradication ; Brodier-Dolino, 2013) au tournant du xx<sup>e</sup> siècle. Le « régime biface » du « bon pauvre » et du « mauvais pauvre » (Cefaï et Gardella, 2011, p. 564), appelant la pitié envers les premiers et la potence pour les seconds, s'est à tel point ancré dans les mentalités depuis le xiv<sup>e</sup> siècle qu'il semble avoir été incorporé – de la lutte farouche contre les mendiants et vagabonds (Gueslin, 2013) à l'appréhension, scientifique comme littéraire, de l'immoralité, de la prostitution et de l'alcoolisme ouvriers. D'où l'utilisation, par le maire de Noisy comme par le commissaire de police, de l'expression *cour des miracles*<sup>29</sup> ; d'où aussi le fait qu'un bénévole de l'association, a priori sympathisant, puisse sans difficulté rapporter que « cette population est constituée en partie de ce qu'il est commun d'appeler le rebut de la société »<sup>30</sup>.

## Quêtes de réhabilitation et de « dignité »

Pour autant, comme le formule avec une désarmante lucidité ce professeur de radioélectricité venu en 1959 proposer ses services aux adolescents du camp, « aucune loi ne permet de détruire ces gens, le problème consiste donc à les aider à vivre. Les aider à vivre n'étant pas de subvenir à leurs besoins élémentaires mais de les rééduquer »<sup>31</sup>.

Cette thématique de la rééducation (ou plutôt, selon les termes d'alors, de la « réadaptation sociale ») empreint l'action publique de ces années mais

29 AM Noisy-le-Grand, 9W1.1, extrait de délibération au conseil municipal ; A-ATDQM, rapport n° 553 du commissaire de police de Neuilly-Plaisance au sous-préfet de Pontoise, 16 janvier 1961, et WK 05, compte rendu de l'intervention du maire de Noisy lors de la réunion interministérielle du 15 octobre 1958 au ministère de la Construction au sujet du « camp d'hébergement Emmaüs du « Château de France » ».

30 A-ATDQM, WK 06, lettre de G. Ferone (bénévole à ATD) à M. L. Denise (directeur de l'Office central de la coopération à l'école), 8 avril 1961.

31 *Ibid.*

se heurte aussi à nombre d'apories. Plus désarmés qu'armés, les travailleurs sociaux tendent à répondre par une approche non pas holistique (considérant les familles et leurs difficultés comme un tout) mais, selon le terme d'aujourd'hui, « en silo », par cloisonnement des problèmes.

Les associations, plus petites et plus souples, encore non subventionnées et non normées, paraissent tout à la fois plus fermes dans leur refus de l'« irrécupérabilité » humaine, et plus inventives dans leur recherche de solutions adaptées. Elles sont très principalement chrétiennes : le Secours populaire français, seule grande association de solidarité de matrice laïque (communiste), n'opérera que progressivement, au fil des années 1960, sa transformation d'organisation de masse communiste en organisation humanitaire (Brodiez, 2006). Deux associations de matrice chrétienne se consacrent en revanche tout particulièrement à ces publics très défavorisés : Emmaüs (Brodiez-Dolino, 2009) et, née de son giron par scission, ATD Quart Monde. Ancrées dans les principes de la *caritas* et dans la parabole du Jugement dernier invitant à voir le Christ en chacun des « plus petits de nos frères », ces deux œuvres sont aussi très empreintes, dans leur éthique, du principe de dignité posé dans le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme – à l'écriture de laquelle l'abbé Pierre, alors député, a contribué.

### *L'action sociale publique désemparée*

Dans la mise en œuvre de la « réadaptation sociale », les acteurs publics paraissent assez désemparés. Au sein du groupe plus vaste que l'action sociale qualifie alors de *marginiaux*, *inadaptés sociaux* ou *asociaux*, on attribue à ces familles les termes significatifs de *cas sociaux* ou *familles-problèmes*, révélateurs des difficultés à appréhender et traiter leur « engrenage d'échecs »<sup>32</sup> et leurs attitudes apparemment incohérentes.

D'abord tapies dans des hôtels meublés ou habitant chez leurs parents (Michel, 1959 ; Faure et Lévy-Vroelant, 2007), elles sont ensuite conduites, avec l'arrivée d'un enfant, à errer de taudis en taudis ou à rejoindre un bidonville – « non seulement parce que c'est le seul lieu où [leurs] moyens matériels [leur] permettent de vivre, mais parce que là seulement [elles sont] reçue[s] et acceptée[s] »<sup>33</sup>. Or le lieu n'a rien d'idone pour faire grandir un enfant. Les températures extrêmes (il gèle dans les abris l'hiver et on y

---

32 A-ATDQM, Joseph Wresinski, 1961, introduction au colloque « Familles inadaptées et relations humaines », tenu à l'Unesco les 12-14 mai 1961, p. 11.

33 *Ibid.*, p. 14.

étouffe l'été), la boue et la poussière, les rats, l'insalubrité voire la puanteur, l'absence d'eau et d'électricité engendrent des conditions de santé déplorable. En 1960 à Noisy, dix-huit bébés décèdent avant l'âge d'un an<sup>34</sup>. En un mécanisme de causalité circulaire, les enfants, stigmatisés et discriminés à l'école, sont peu scolarisés ; et quand ils le sont, n'y viennent que de manière intermittente – par défaut de vêtements ou de chaussures, par saturation du dénigrement qu'ils subissent, ou plus simplement pour aider leur mère dans les tâches domestiques.

D'où la fréquence des décisions de placement : on recense en 1963 à Noisy, outre les 936 personnes présentes au camp, 206 mineurs placés ; soit plus d'un cinquième de la population (Labbens, 1965). Pour les travailleurs sociaux, cette solution s'impose pour soustraire les enfants aux conditions trop misérables, et parfois familialement violentes (physiquement comme psychologiquement). Elle n'est toutefois pas non plus sans séquelles psychologiques, ni sans paradoxalement contribuer à perpétuer la reproduction générationnelle de la pauvreté qu'elle visait précisément à enrayer – en 1964, 21 % des adultes du camp de Noisy sont d'anciens pupilles de l'Assistance publique.

La position des pouvoirs publics n'est toutefois pas univoque. Alors que dès la fin des années 1950, la mairie de Noisy et le ministère de la Population font corps pour obtenir la disparition du camp, le ministère de la Construction se montre inversement séduit par l'idée de Wresinski, à laquelle se range aussi le sociologue Jean Labbens ; l'expulsion et la dissémination des familles ne feront que déplacer, voire accroître, le problème :

[Car] l'organisation du camp [...] assure aux individus et aux familles une sécurité que la société globale ne leur donne pas. On voit du même coup à quelles tensions psychiques et sociales seraient soumis la plupart s'ils devaient brutalement quitter le camp pour être précipités (le mot est exact en l'occurrence) dans un milieu normal qui, par définition, ne leur procurerait plus les éléments sécurisants dont ils ont besoin. Diverses voies s'offriraient à eux : démission totale, clochardisation, criminalité. Ces voies seraient toutes déviantes. Aussi le camp évite-t-il des désordres encore plus graves et remplit-il une fonction positive. (Labbens, 1965, p. 198-199)

Le maintien à moyen terme du camp, auquel se rangent finalement les administrations à partir de 1962 – à contre-courant de la politique d'éradication des bidonvilles alors en germe (Blanc-Chaléard, 2016 ; Barros, 2012) – s'explique doublement : par la difficulté de s'opposer aux fortes personnalités que sont le père Wresinski et Geneviève Anthonioz-de Gaulle

34 *Igloos* (revue d'ATD Quart Monde de 1960 à 1985), 1961, n° 6.

(Néau-Dufour, 2005) ; par le fait aussi que, contrairement à la majorité des bidonvilles, composés en moyenne à quatre cinquièmes d'immigrés, intégrés au marché du travail mais exclus de celui du logement (Blanc-Chaléard, 2016), celui de Noisy est très majoritairement composé de familles d'origine métropolitaine, exclues tant du marché du logement que de celui du travail. Dès lors, si pour les populations immigrées, l'acculturation passe d'abord par le travail social et le relogement – pour les hommes isolés, en foyer Sonacotra (Hmed, 2006 ; Bernardot, 2008), et pour les familles, en cités de transit conçues comme un habitat propédeutique (Lyons, 2013) –, pour celles d'origine métropolitaine en revanche, c'est la conscience des impasses de l'action sociale qui prévaut.

*Emmaüs, ou la paradoxale réhabilitation de l'homme par le déchet*

Emmaüs est, à notre connaissance, l'association qui a, à cette époque, poussé le plus loin la logique de requalification de l'individu-rebut par le déchet, en une double mise à distance du stigmate.

Pragmatiquement créées à partir de la fin 1949 par l'abbé Pierre, les communautés Emmaüs accueillent d'abord (chronologiquement<sup>35</sup>, mais aussi idéologiquement) des hommes ne trouvant pas ou plus leur place dans la société, broyés par les difficultés de la vie. Leurs profils sont divers : hommes familialement brisés, ayant perdu leur travail et sombré dans l'alcoolisme ; anciens légionnaires ; personnes en fragilité psychique légère mais incapables de s'insérer de façon autonome dans le marché de l'emploi. Pour les réhabiliter socialement, elles leur confient la tâche d'aider, par leur travail, d'autres démunis – familles sans-logis, foyers de handicapés ou de personnes âgées, villages du tiers-monde. Elles fonctionnent économiquement, depuis 1952, sur des pratiques de récupération (« compagnons chiffonniers d'Emmaüs »), via la biffe (sur les décharges) et la chine (biens inutilisés des particuliers et dont ils veulent se débarrasser).

À rebours de la plupart des associations caritatives, Emmaüs ne vise donc pas tant à fournir « de quoi vivre » qu'« une raison de vivre » : celle d'aider les autres et de retrouver, par son travail et les financements qu'il dégage, une utilité sociale altruiste. L'abbé Pierre l'a maintes fois répété :

Si cela un jour était oublié, Emmaüs n'existerait plus. C'est avant tout cela : dire à celui qui se voit être de trop, qui ne se sent plus bon à rien : « Je n'ai rien à te

---

35 Le premier compagnon est accueilli en octobre ou novembre 1949 ; la première famille, à la fin de décembre 1949.

donner, sauf mon amitié, et mon appel à partager mes efforts pour ensemble sauver d'autres». (Chevallier et abbé Pierre, 1987, p. 163-164)

« Celui qui se voit être de trop » (dans l'exacte sémantique du « surnuméraire » et de « l'inutile au monde ») ou « plus bon à rien » (dans celui du déchet, du rebut à jeter) est donc requalifié par son travail. Dans un même mécanisme, c'est ce travail qui remet ceux qui n'ont plus rien en capacité de donner. L'analogie de la requalification peut être filée tout à la fois économiquement et socialement, matériellement et psychiquement : en rendant leur utilité sociale aux objets, ces hommes se la rendent à eux-mêmes ; en « retapant » et en restaurant des objets, ces hommes se « retapent » et se restaurent eux-mêmes ; en construisant une seconde vie aux objets, ces hommes s'en reconstruisent une. D'où la nodalité du travail dans les communautés : économiquement, puisque que les ramassages et la chine constituent la principale source de revenu ; idéologiquement, car il « remet les hommes debout ». Dans la plupart des communautés se trouve d'ailleurs un écriteau portant la règle : « Ici, tu n'es pas à l'asile. On est des hommes debout. On travaille. On gagne son pain, au service de ceux qui sont plus malheureux que nous » ; ou bien : « Jamais nous n'accepterons que notre subsistance dépende d'autre chose que de notre travail ».

Lieu d'accueil, de travail, de vie et de solidarité, la communauté Emmaüs repose donc sur l'analogie du rebut et de sa requalification. C'est par la restauration matérielle, qui est en un sens appropriation et retournement du stigmate, que passe la restauration humaine – tout à la fois d'utilité, de sens et de valeur.

### *ATD Quart Monde, ou la réhabilitation familiale*

Dans cette quête de réhabilitation, ATD Quart Monde a pris une tout autre voie.

Contrairement à l'abbé Pierre et à la plupart des fondateurs d'associations caritatives, le père Joseph Wresinski, né de parents immigrés<sup>36</sup>, a connu la misère étant enfant (Wresinski, 2011). Marqué par son passage par la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), il applique quasi à la lettre le « voir, juger, agir » en une triple démarche : l'immersion, la connaissance, l'action sociale et politique.

L'immersion, d'abord : « Je voulais pourrir sur place » (La Gorce, 1992, p. 26). Ce champ sémantique puise aux textes du christianisme : ainsi saint

36 Un père polonais et une mère espagnole.

Paul se qualifie-t-il lui-même, avec les premiers chrétiens, d'« ordure du monde » et de « rebut de l'humanité »<sup>37</sup>. Wresinski reprendra l'expression pour désigner les premiers volontaires d'ATD Quart Monde : « Comprends ton père ; il n'est pas Dieu pour vouloir ni pour accepter que sa fille devienne "l'ordure du monde". »<sup>38</sup>

Pourrir jusqu'à devenir soi-même le déchet ou le « rien » que sont, pour la société, les familles du camp : le principe découle de la Mission de France et des prêtres-ouvriers cherchant à « s'enfouir dans la masse. L'idéal était de faire partie intégrante de l'humanité souffrante, au risque de se perdre. Cela m'a beaucoup inspiré, nous vivions dans l'espérance de nous incarner » (Wresinski, 2011, p. 77).

La connaissance, ensuite, se nourrit de l'immersion quotidienne, mais aussi d'un regard et d'une approche à visée scientifique grâce à divers outils : dès la fin des années 1950, des voyages d'études à l'étranger ; dès 1961, la création d'un « bureau de recherches sociales » pour développer des recherches sociologiques, historiques et psychologiques sur les formes de la pauvreté ; à partir de 1962, l'écriture quotidienne par les volontaires de rapports d'observation ; en 1964, le lancement des « monographies de famille » pour comprendre les mécanismes de reproduction générationnelle de la pauvreté. La proposition, dès 1964-1965, du terme d'« exclusion sociale » (Klanfer, 1965), participe également de la lutte contre l'« irrécupérabilité » en appelant implicitement non la mise au rebut, mais la réintégration.

Enfin, l'action de terrain se concrétise dans trois dimensions. De façon immédiatement curative d'abord, par le développement de cités familiales et promotionnelles, à l'heure où la France interdit encore l'hébergement familial<sup>39</sup>. Ensuite, pour empêcher la reproduction générationnelle de la pauvreté, la création dans les lieux de grande pauvreté de crèches, « pré-écoles », bibliothèques et « pivots culturels » ; la lutte contre l'illettrisme, pour la scolarisation et la formation professionnelle. Enfin, l'association vise dès les années 1960-1970 le changement législatif et politique au niveau national, mais aussi européen et international. À l'intersection de ces trois dimensions, le développement des « universités populaires Quart Monde » permet de faire des plus pauvres non plus des enseignés mais des enseignants de leur propre misère, et de formaliser les bases d'un changement tant personnel que politique.

---

37 Saint Paul, Première Épître aux Corinthiens, verset 13.

38 Père Joseph Wresinski, lettre à Gabrielle Erpicum datée du 18 novembre 1964 (Wresinski, 1992, p. 270).

39 La loi sur l'hébergement familial ne sera votée qu'en 1974, précisément à la suite d'un long combat d'ATD. Dans l'intervalle, l'association aura obtenu une autorisation dérogatoire pour mener son action.

Cette histoire nous semble profondément signifiante, à plusieurs titres. D'abord, parce qu'à rebours de la chronologie intuitive selon laquelle les approches en termes de « déchet social » et l'eugénisme auraient mécaniquement disparu sous les décombres de la Shoah, le tournant des années 1950-1960 montre qu'il en restait encore des traces. Les archives d'ATD Quart Monde mentionnent encore en 1967-1968, cette fois de seconde main, le fait que des personnes en situation de grande pauvreté sont « souvent traitées de déchet »<sup>40</sup>.

Or ces discours ont eu des conséquences durables. Les témoignages montrent que des femmes de milieux pauvres ont été, dans nombre de pays et jusqu'à récemment, découragées d'avoir des enfants ou empêchées de les élever. Nombre de cas ont été rapportés pour la Suisse (Beyler-von Burg, 1984)<sup>41</sup>, mais aussi la France – avec jusqu'à la fin des années 1980 des pressions à l'avortement ou à la contraception en échange d'un logement ; des enfants enlevés dès la naissance à leur mère sans consentement ; des ligatures des trompes sans information (ainsi lors de césariennes), ou monnayées contre le maintien d'aides sociales<sup>42</sup>. Le fait est grave et demanderait une recherche qui reste à entreprendre (voir Maulini et Ferreira, ce numéro).

On sait qu'au-delà de l'Europe, ces phénomènes existent également. Dans les années 2010 à Mexico, des programmes de stérilisation ont concerné 27 % des mères indigènes ; celles qui refusaient étaient rayées des programmes sociaux (Schurr, 2018). De même au Pérou :

En 1996, le gouvernement péruvien a élaboré une politique publique de régulation des naissances pour les populations dans les zones extrêmement pauvres (stérilisation chirurgicale des femmes) afin d'empêcher de nouvelles naissances, c'est-à-dire de réduire les pauvres. Des milliers de femmes ont été stérilisées contre leur gré. Vingt ans plus tard, l'État a enfin reconnu cette pratique et a fourni des soins juridiques, sociaux et psychologiques aux victimes. (Campana Zegarra, 2018, p. 278)

Dès lors, pour boucler la boucle, il faut bel et bien relier ces discours et pratiques au vaste « continent » de l'eugénisme (Rosental, 2016, p. 22) ; « déplacer le regard vers des manières plus diffuses, plus diversifiées, moins sensationnelles mais tout aussi structurantes de traiter de la “qualité de la population” » (*ibid.*, p. 26). Si l'après-guerre pouvait encore voir la promotion de « l'eugénisme positif », « l'eugénisme négatif *soft* » perdurait aussi.

40 *Igloos*, 1967, n° 37-38, p. 13 ; voir également *Igloos*, 1968, n° 39-40, p. 13.

41 Voir plus largement les travaux scientifiques dans le cadre de la réparation politique des placements abusifs, violences, abus sexuels et exploitation d'enfants, très majoritairement issus de familles pauvres, ayant eu lieu en Suisse jusqu'aux années 1970.

42 Voir en particulier *Igloos*, 1982, n° 114, et *Revue Quart Monde*, 1987, n° 122.

Il faut dès lors prendre au sérieux les quelques textes trouvés dans les archives et sur lesquels repose cet article : l'usage de termes ignominieux dans des missives administratives n'est possible et acceptable qu'en tant que face émergée d'un iceberg « de normes et de logiques sociales » ayant trait à « la mesure de la vie humaine » (Cahen *et al.*, 2016, p.13). D'autant que l'utilisation sémantique est performative : dans ses discours, l'administration révèle, autant qu'elle produit et rend possible en pratique, un extrême dénigrement.

Enfin, cette histoire a valeur heuristique : s'autoriser des termes infamants et subjectifs (« irrécupérables », « rassemblement d'épaves et de dévoyés », « abcès purulent », « parasites », etc.) ne saurait être anodin. Si elle s'est depuis transformée, et l'on oserait dire adoucie, la « disqualification » des plus démunis n'a pas cessé. Elle est même éponyme d'un ouvrage portant sur les populations pauvres en France à la fin des années 1980 (Paugam, 2009) qui, la considérant comme inscrite dans le processus d'assistance et de dépendance sociale, déplace l'interrogation sur « l'épreuve du déclassement social » et ses répercussions individuelles, voire identitaires : « dévalorisation », « sentiment de honte et d'humiliation », « frustration », « perte d'espoir », « découragement », délitement des liens sociaux voire familiaux... Autant de termes qu'on peut appliquer aux populations du passé, et en particulier à celles décrites dans cet article. Et qui invitent à s'interroger profondément sur les effets de cette disqualification, plus aisée à produire qu'à recevoir, car elle n'est jamais sans conséquence.

## Bibliographie

- AGUILERA Thomas, 2015, *Gouverner les illégalismes urbains. Les politiques publiques face aux squats et aux bidonvilles dans les régions de Paris et de Madrid*, thèse de doctorat en sciences politiques, IEP de Paris.
- BARROS Françoise (DE), 2012, « Les bidonvilles : entre politiques coloniales et guerre d'Algérie » [en ligne], *Métropolitiques*, [URL : <https://www.metropolitiques.eu/Les-bidonvilles-entre-politiques.html>], consulté le 26 août 2018.
- BERNARDOT Marc, 2008, *Loger les immigrés. La Sonacotra, 1956-1992*, Paris, Éditions du Croquant.
- BEYLER-VON BURG Hélène, 1984, *Des Suisses sans nom. Les heimatlosen d'aujourd'hui*, Pierrerelaye, Éditions Science et Service.
- BLANC-CHALÉARD Marie-Claude, 2016, *En finir avec les bidonvilles. Immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- BRODIEZ Axelle, 2006, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po.

- BRODIEZ-DOLINO Axelle 2009, *Emmaüs et l'abbé Pierre*, Paris, Presses de Sciences Po.
- 2013, *Combattre la pauvreté. Vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours*, Paris, CNRS éditions.
- 2019, « La pauvreté comme stigmat social. Constructions et déconstructions » [en ligne], *Métropolitiques*, [URL : <https://www.metropolitiques.eu/La-pauvrete-comme-stigmat-social.html>], consulté le 26 août 2018.
- BUELTZINGSLOEWEN Isabelle (VON), 2007, *L'hécatombe des fous. La famine dans les hôpitaux psychiatriques français sous l'Occupation*, Paris, Aubier.
- 2013, « Un lieu de tension entre le centre et la périphérie ? L'assistance aux aliénés dans le département du Rhône (1918-1940) », *Le mouvement social*, n° 242, p. 45-59.
- CAHEN Fabrice, CAVALIN Catherine et ROSENAL Paul-André, 2016, « Mesurer la valeur humaine. Morale, biopolitique, utilitarisme, XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles », *Incidence. Revue de philosophie, de littérature et de sciences humaines et sociales*, n° 12, p. 11-23.
- CAMPANA ZEGARRA Silvio, 2018, « Comment la pensée de Wresinski remet en question la pratique de la défense des droits de l'homme, la compréhension de la justice sociale et la responsabilité des institutions face à la banalisation de la pauvreté », *Ce que la misère nous donne à repenser, avec Joseph Wresinski*, B. Tardieu et J. Tonglet éd., Paris, Hermann, p. 277-280.
- CEFAÏ Daniel et GARDELLA Édouard, 2011, *L'urgence sociale en action. Ethnologie du Samu social de Paris*, Paris, La Découverte.
- CHEVALLIER Bernard et ABBÉ PIERRE, 1987, *Bernard Chevallier interroge l'abbé Pierre. Emmaüs ou venger l'homme*, Paris, Centurion.
- COHEN Muriel et DAVID Cédric, 2012, « Les cités de transit : le traitement urbain de la pauvreté à l'heure de la décolonisation » [en ligne], *Métropolitiques*, [URL : <https://www.metropolitiques.eu/Les-cites-de-transit-le-traitement.html>], consulté le 26 août 2018.
- DAVID Cédric, 2010, « La résorption des bidonvilles de Saint-Denis. Politique urbaine et redéfinition de la place des immigrants dans la ville (années 1960-1970) », *Histoire urbaine*, n° 27, p. 121-142.
- ELIAS Norbert, 1973 [1939], *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy.
- FASSIN Didier et BOURDELAI Patrice éd., 2005, *Les constructions de l'intolérable. Études d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace moral*, Paris, La Découverte.
- FAURE Alain et LÉVY-VROELANT Claire, 2007, *Une chambre en ville. Hôtels meublés et garnis à Paris, 1860-1990*, Paris, Créaphis.
- GEREMEK Bronislaw, 1980, *Inutiles au monde. Truands et misérables dans l'Europe moderne, 1350-1600*, Paris, Gallimard.
- GUESLIN André, 2013, *D'ailleurs et de nulle part. Mendiants vagabonds, clochards, SDF en France depuis le Moyen Âge*, Paris, Fayard.
- HMED Choukri, 2006, *Loger les étrangers « isolés » en France. Socio-histoire d'une institution d'État : la Sonacotra (1956-2006)*, thèse de doctorat en science politique, université Paris 1.
- HUARD Raymond, 1988, « Marx et Engels devant la marginalité : la découverte du lumpenprolétariat », *Romantisme*, n° 59, p. 5-17.
- JABLONKA Ivan, 2006, *Ni père ni mère. Histoire des enfants de l'Assistance publique (1874-1939)*, Paris, Le Seuil.
- JÄRHLING Bernard, 2004, *Pierre d'homme*, Paris, Éditions Quart Monde.
- KALIFA Dominique, 2013, *Les bas-fonds. Histoire d'un imaginaire*, Paris, Le Seuil.

- KLANFER Jules, 1965, *L'exclusion sociale. Étude de la marginalité dans les sociétés occidentales*, Paris, Bureau de recherches sociales.
- LABBENS Jean, 1965, *La condition sous-prolétarienne. L'héritage du passé*, Paris, Bureau de recherches sociales.
- LA GORCE Francine (DE), 1992, *L'espoir gronde. Noisy-le-Grand, 1956-1962*, Paris, Éditions Quart Monde.
- LEPETIT Bernard éd., 1995, *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel.
- LEVI Giovanni, 1989, *Le pouvoir au village*, Paris, Gallimard.
- LYONS Amelia H., 2013, *The Civilizing Mission in the Metropole : Algerian Families and the French Welfare State during Decolonization*, Stanford, Stanford University Press.
- MAULINI Sandrine et FERREIRA Cristina, 2019, « Réhabiliter les “éléments dangereux pour la société” ? La politique mémorielle à l'égard des internés administratifs en Suisse », *Tracés*, n° 37, p. 91-107.
- MICHEL Andrée, 1959, *Familles, industrialisation, logement*, Paris, CNRS éditions.
- NÉAU-DUFOUR Frédérique, 2005, *Geneviève de Gaulle-Anthonioz. L'autre de Gaulle*, Paris, Cerf.
- PAUGAM Serge, 2009 [1991], *La disqualification sociale*, Paris, Presses universitaires de France.
- REVEL Jacques 1989, « L'histoire au ras du sol », préface à Giovanni Levi, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, p. 1-33.
- 2010, « Microstoria », *Historiographies, concepts et débats*, t. 1, C. Delacroix, F. Dosse, P. Garcia et N. Offenstadt éd., Paris, Gallimard, p. 529-534.
- REVEL Jacques éd., 1996, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, EHESS-Gallimard-Le Seuil.
- ROSENAL Paul-André, 2016, *Destins de l'eugénisme*, Paris, Le Seuil.
- SAYAD Abdelmalek, 1995, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement.
- SCHURR Carolin, 2016, « From biopolitics to bioeconomies : The ART of (re-)producing white futures in Mexico's surrogacy market », *Society and Space*, vol. 35, n° 2, p. 241-262.
- WRÉSINSKI Joseph, 1992, *Écrits et paroles aux volontaires*, t. 1 (1960-1967), Paris, Éditions Quart Monde.
- 1996, *Échec à la misère. Conférence faite à la Sorbonne le 1<sup>er</sup> juin 1983*, Paris, Éditions Quart-Monde.
- 2011 [1983], *Les pauvres sont l'Église. Entretiens avec Gilles Anouil*, Paris, Le Cerf-Éditions Quart Monde.